

Études de cas – Brevet Fédéral FFAB

Aïkido

Aïkido et Handicap

Cas n°1 : Accueil d'un pratiquant en situation de handicap moteur

Question :

Un nouvel adhérent en fauteuil roulant souhaite rejoindre votre club. Quelles démarches mettez-vous en place pour l'accueillir ?

Dans votre réponse, précisez :

- le cadre légal et réglementaire applicable,
- les enjeux de non-discrimination et de sécurité,
- les adaptations pédagogiques et l'organisation du groupe,
- le rôle de l'enseignant et de l'encadrement.

Éléments de réponse attendus :

Cadre réglementaire :

- Article L100-1 du Code du sport (rôle d'intégration).
- Loi du 11 février 2005 (accessibilité des ERP).
- Articles L231-2 (certificat médical), L321-1 et L321-4 (assurance, information).
- Article L1132-1 du Code du travail (non-discrimination).
- Article 1240 du Code civil (sécurité/obligation de moyens).

Enjeux humains et éthiques :

L'enseignant et le club ont l'obligation d'accueillir toute personne en situation de handicap. Un refus n'est possible que dans des cas strictement encadrés : contre-indication médicale attestée par un certificat, impossibilité absolue d'assurer la sécurité de la personne et du groupe malgré des aménagements raisonnables, ou absence des conditions matérielles minimales d'accessibilité. Dans tous les autres cas, l'accueil et l'adaptation doivent être recherchés.

Organisation et sécurité :

- Vérifier l'accessibilité du dojo (entrée, vestiaires, tatami).
- Matériel de secours et protocole d'urgence.
- Encadrement attentif : ratio enseignants/élèves ajusté.

Adaptations pédagogiques :

- Focaliser sur les techniques du haut du corps, centrage, déséquilibre.
- Adapter uke/nage selon les capacités.

- Proposer des rôles valorisants et sécurisés.
- Maintenir les principes de l'Aïkido (distance, timing, énergie).

Ressources utiles :

- Site FFAB – onglet Handicap.
- Référent handicap du CID ou de la Ligue.
- Ministère des Sports : <https://www.sports.gouv.fr>
- Ministère des Solidarités et des Personnes handicapées : <https://handicap.gouv.fr>
- CNSA : <https://www.cnsa.fr>

Cas n°2 : Projet avec la mairie et un IME pour enfants avec troubles du spectre de l'autisme

Question :

Votre mairie et un IME local sollicitent votre dojo pour mettre en place un projet « Aïkido adapté » destiné à des enfants présentant des troubles du spectre de l'autisme. Comment construisez-vous ce projet ?

Dans votre réponse, précisez :

- le cadre légal et réglementaire,
- les conditions de sécurité, d'assurance et de responsabilité,
- les objectifs pédagogiques et éducatifs,
- les modalités d'adaptation du groupe et de l'encadrement.

Éléments de réponse attendus :

Cadre réglementaire :

- Articles L100-1, L321-1 et L321-4 du Code du sport.
- Loi du 11 février 2005 (accessibilité, inclusion).
- Contrat d'engagement républicain (loi du 24 août 2021).
- Article 1240 du Code civil (sécurité/obligation de moyens).

Aspects administratifs et sécuritaires :

- Convention avec la mairie et l'IME (assurances, diplômes requis).
- Déclaration spécifique à l'assureur FFAB.
- Présence de matériel de secours, défibrillateur, protocole clair.
- Ratio encadrants/participants adapté.

Objectifs pédagogiques et éducatifs :

- Développer motricité, coordination, confiance en soi.
- Favoriser l'inclusion et le respect des règles de dojo.
- Créer des repères rassurants (rituels, séquences structurées).

Adaptation pédagogique :

- Séances courtes (30-45 min), simples et ritualisées.
- Consignes visuelles ou gestuelles, pictogrammes.

- Partenaire fixe pour instaurer un climat de confiance.
- Introduction progressive du rapport au sol et du contact physique.

Adaptation du groupe et de l'encadrement :

- Sensibiliser les autres pratiquants à l'accueil des enfants présentant des TSA.
- Former les encadrants aux spécificités des TSA (écoute, patience, clarté).
- Valoriser les réussites individuelles pour renforcer la motivation.

Ressources utiles :

- Site FFAB – commission handicap (outils, vidéos, exemples de projets).
- Référent handicap Ligue/CID.
- Ministère de l'Éducation nationale : <https://www.education.gouv.fr>
- Agence Régionale de Santé : <https://sante.gouv.fr>
- MDPH (Maison Départementale des Personnes Handicapées).

FICHE INFO : L'accueil des personnes en situation de handicap

La pratique de l'Aïkido doit être accessible à toutes et tous, conformément aux principes du Code du sport et aux valeurs de la FFAB. L'inclusion des personnes en situation de handicap relève d'une obligation légale et morale, mais aussi d'une richesse humaine pour le club.

Cadre légal et réglementaire

- Article L100-1 du Code du sport : inclusion et intégration.
- Loi du 11 février 2005 : accessibilité des ERP.
- Article L1132-1 du Code du travail : interdiction de la discrimination.
- Articles L321-1 et L321-4 du Code du sport : assurance, information.
- Charte éthique et de déontologie de la FFAB.

Aspects administratifs

- Certificat médical obligatoire (art. L231-2 du Code du sport).
- Licence FFAB identique pour tous les pratiquants.
- Vérification de la couverture d'assurance.
- Respect du droit à l'image.

Aménagements pédagogiques

- Adapter le contenu technique aux capacités.
- Maintenir les principes fondamentaux de l'Aïkido.
- Valoriser les capacités plutôt que les limitations.
- Utiliser des consignes claires, visuelles ou gestuelles.
- Séances plus courtes si nécessaire.
- Sensibilisation et adaptation du groupe.
- Recours au référent handicap du CID ou Ligue.
- S'appuyer sur les ressources fédérales (vidéos, documents).

Sécurité et responsabilité

- Obligation de moyens renforcée pour l'enseignant (art. 1240 du Code civil).
- Présence de matériel de secours et protocole d'urgence.
- Ratio encadrants/participants adapté.
- Sensibilisation du groupe aux règles de respect et de coopération.

Dimension sociale et éducative

- Favoriser l'inclusion et la mixité sur le tatami.
- Promouvoir l'autonomie et la confiance en soi.
- Valoriser la participation à la vie associative.
- Développer des projets « Aïkido et Handicap » avec les institutions locales.
- Ressources institutionnelles :
 - Ministère des Sports : <https://www.sports.gouv.fr>
 - Ministère des Solidarités et Personnes handicapées : <https://handicap.gouv.fr>
 - CNSA : <https://www.cnsa.fr>
 - ARS : <https://sante.gouv.fr>
 - MDPH locale.